



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

## **BOFIP-RHO-17-0693 du 01/09/2017**

Nomination et délégation de signature du 1<sup>er</sup> septembre 2017

NOMINATION ET DELEGATION DE SIGNATURE – DIRSPEC CENTRE EST

**Direction spécialisée de contrôle fiscal Centre Est**

### **RÉSUMÉ**

Nomination et délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal  
Conciliateur fiscal et conciliateur fiscal adjoint.

DOCUMENTS À ABROGER

Délégation de signature BOFIP-RHO-17-0514 du 06/01/2017

L'administratrice générale des finances publiques, chargée de la direction spécialisée de contrôle fiscal Centre Est :

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont nommées :

- Mme Aline Djian, conciliateur fiscal de la Direction Spécialisée de Contrôle Fiscal Centre Est ;
- Mme Béatrice Sarrot Reynaud de Cresseneuil, conciliateur fiscal adjoint de la Direction Spécialisée de contrôle Fiscal Centre Est ;
- Mme Nathalie Barlet, conciliateur fiscal adjoint de la Direction Spécialisée de Contrôle Fiscal Centre Est ;
- Mme Chrystel Germain, conciliateur fiscal adjoint de la Direction Spécialisée de Contrôle Fiscal Centre Est ;
- Mme Emmanuelle Matray-Clément, conciliateur fiscal adjoint de la Direction Spécialisée de Contrôle Fiscal Centre Est.

**Article 2**

Délégation de signature est donnée à :

Mme Aline Djian, conciliateur fiscal,

Mme Béatrice Sarrot Reynaud de Cresseneuil, conciliateur fiscal adjoint,

Mme Nathalie BARLET, conciliateur fiscal adjoint,

Mme Chrystel Germain, conciliateur fiscal adjoint,

Mme Emmanuelle Matray-Clément, conciliateur fiscal adjoint

à l'effet de se prononcer sur les demandes des usagers tendant à la révision d'une décision prise par un service de la direction, dans les limites et conditions suivantes :

1° sans limitation de montant, sur les demandes contentieuses portant sur l'assiette des impôts, sur l'intérêt de retard prévu à l'article 1727 du code général des impôts (CGI) ou sur les pénalités ;

2° dans la limite de 200 000 euros, sur les demandes de remise ou de modération portant sur les impositions et taxes autres que celles visées au quatrième alinéa du 3° de l'article L. 247 du LPF, les amendes et majorations autres que celle prévue à l'article 1730 du CGI, l'intérêt de retard prévu à l'article 1727 du CGI.

**Article 3**

La présente délégation sera publiée au bulletin officiel des Finances publiques, section ressources humaines et organisation.

L'ADMINISTRATRICE GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES,

RÉGINE CAU

BOFiP  
Direction générale des Finances publiques

Directeur de publication : Bruno Parent

ISSN 2268-0756